

Nous accompagnons
les jeunes



et ceci est
notre manifeste

Regards critiques sur nos réalités
pour des solutions collectives

avant-propos

Nous sommes animateur·rices, éducateur·rices, administrateur·rices, coordinateur·rices, nous venons de l'animation socioculturelle, des missions locales, des centres d'hébergement, de la prévention spécialisée, de la rue, de la vie étudiante ou culturelle. Nous accompagnons au quotidien des jeunes qui habitent des territoires singuliers. Nous vivons des réalités professionnelles variées. Et, malgré ces différences, nous avons beaucoup en commun.

En premier lieu, nous partageons des inquiétudes. Celle de voir la démocratie s'appauvrir, les inégalités se creuser entre les personnes et entre les territoires. Celle de voir les espaces de dialogue se raréfier, les échanges se durcir, l'autorité prendre de nouvelles formes. Celle de voir la précarité obscurcir l'avenir des jeunes.

Les jeunesses ont des besoins et savent les exprimer, encore faut-il les écouter. Elles bouillonnent d'envies, d'idées, pour le territoire et pour le monde. Pour qu'elles les réalisent, nous les accompagnons chacun·es à notre façon, mais porté·es par des principes qui nous rassemblent : ceux de l'éducation populaire.

Pour nous, l'éducation populaire est plus qu'une méthode de travail, c'est une philosophie, un élan d'humanisation et d'émancipation. Elle permet d'être le peuple qui agit pour lui-même. C'est une volonté de transformer la société, de se réapproprier nos pouvoirs d'agir.

Or, cette éducation populaire souffre aujourd'hui de la précarisation de nos emplois, de la bureaucratisation de nos structures d'accompagnement et d'un manque pour la construction de politiques jeunesse, de concertation avec nous, les acteur·rices de terrain, et avec les jeunes.

Faire rejaillir l'éducation populaire au cœur de nos actions d'accompagnement et de notre société, c'est replacer les besoins et les envies des futur·es adultes au centre des politiques jeunesse. C'est laisser de côté les réflexes de « faire entrer dans des cases » des dispositifs. C'est replacer notre spontanéité, notre liberté et notre créativité au cœur de nos pratiques entre pair·es, avec les jeunes et les partenaires, à grand renfort d'horizontalité.

En valorisant ici nos métiers, nos besoins et nos idées, ce manifeste rédigé collectivement vient se poser comme la base d'un nouvel élan. Celui qui vise à améliorer ensemble nos pratiques et nos conditions de travail pour pouvoir nous concentrer sur le parcours des jeunesses, porteuses d'humanité et d'avenir.

Légende

« Les citations anonymes en rouge sont des propos portés par tous et toutes, extraits de nos échanges informels entre professionnel·les. »

Les jeunes ont des besoins

Derrière ce terme pluriel de «jeunes», nous faisons le choix de rassembler la diversité d'identités, de vies et de réalités que nous rencontrons dans nos structures d'accompagnement.

« En habitant à Nantes-Est, on a l'habitude des contrôles d'identité. Surtout nous, les gars d'un certain âge. Suffit que je m'habille en survêtement, alors que c'est juste plus confortable. »

Belkacem, 24 ans

« On nous éduque, on nous scolarise pour qu'on prenne la suite, mais on ne veut pas qu'on prenne la suite tout de suite. C'est un vrai paradoxe. »

Romane, 15 ans

« Beaucoup de jeunes ont besoin de travail. Si vous ne voulez pas qu'ils finissent dans la rue à faire des trucs illégaux, il faut leur faciliter la vie. Là, la vie elle est trop dure. Je voulais travailler à 16 ans pour avoir de l'argent de poche, mais à Mac Do, ils ne veulent pas. »

Trésor, 17 ans

« Il faut écouter les jeunes, mais vraiment écouter ce qu'ils vivent, leurs détresses. Ça ne peut pas durer que l'on soit si peu écoutés. »

Cassandra, 18 ans

« Quand je discute avec ma famille, avec mes amis, j'ai l'impression que la société, elle est comme elle est et que moi, du coup, je suis nulle, car je n'arrive pas à réussir dedans. »

Pourtant, on pourrait aussi changer le cadre et se sentir mieux dedans. »

Annaëlle, 19 ans

« On nous dit qu'il faut arrêter d'être communautariste, mais on n'est pas communautariste. Quand on est mis dans un quartier où on se ressemble tous, il y a un moment où on se lie d'amitié avec

les gens qui nous ressemblent. [...] Vraiment, essayez de mélanger tout le monde pour qu'on puisse créer des temps d'échanges. »

Élisabeth, 19 ans

accompagner

les jeunes,

c'est +

qu'un métier,

c'est s'engager

dans

une relation

ACCOMPAGNER, C'EST TISSER UN LIEN DE CONFIANCE

Organiser des vacances entre amis,
se sortir d'un problème familial,
s'orienter vers un métier,
oser se lancer dans la musique,
partir à l'étranger, apprendre une
langue, s'initier à la compta pour
monter une asso, trouver une aide
financière pour passer son BAFA
ou son permis, tourner un court-
métrage, écrire à la mairie
pour rénover un stade...
Il y a mille projets à mener
quand on grandit, et donc, pour nous,
mille façons d'accompagner un·e jeune.

*« Pour les jeunes, nous sommes
un contact humain de confiance,
polyvalent, en réseau avec d'autres
structures : à la fois des méthodes
et une boîte à outils. »*

Notre travail, c'est d'aider les
personnes de 3 à 30 ans à trouver
des façons de s'épanouir et de
se sentir légitimes dans le monde.
En les accueillant sans jugement,
nous cherchons avec eux
les possibilités de développer
des compétences, des centres
d'intérêt, du lien, des rêves...

Nous proposons d'avancer
vers un but défini ensemble,
un « projet », dans un temps
donné, grâce à nos savoir-faire.
Le chemin est alors aussi
important que la destination.

*« Accompagner, ça peut être aider
quelqu'un assigné à résidence
à négocier avec la justice le droit
de mener des activités bénévoles
pour lui permettre de retrouver
les leviers de sa liberté,
apaiser sa colère. »*

La conduite d'un accompagnement
est intimement liée à l'environnement
social, politique, économique
ou géographique, car il s'agit pour
les accompagnateur·rices
et les jeunes de trouver les outils
nécessaires, les financements,
les équipements à proximité...
et de faire avec cet existant.

En offrant aux jeunes un soutien
affectif et moral dans leur prise
de risque, des méthodes et un espace
de liberté où elles et ils sont
en pleine responsabilité,
cette relation d'accompagnement
opère souvent une transition
bienveillante de l'enfance
vers l'âge l'adulte.
Un chemin vers l'autonomie
et l'émancipation.

C'EST SE QUESTIONNER AU QUOTIDIEN

Régulièrement, les mêmes questions reviennent dans nos pratiques professionnelles, comme autant de points de vigilance à respecter.

Sur les postures et l'éthique

Jusqu'où orienter, guider?
Jusqu'où le projet de la personne accompagnée reste le sien?

Sur « aller vers » les jeunes

Qu'est-ce qui déclenche de nouvelles relations? Pour quelles raisons, un jeune s'oriente vers nos structures? Comment lui permet-on de se sentir à l'aise?
Où commence la confiance?

Sur l'émergence de projets et d'envies

Comment faciliter la prise de parole?
Comment créer le désir, le sentiment de légitimité pour que les jeunes s'engagent dans un projet?

C'EST UNE MISSION D'ÉDUCATION POPULAIRE

« Personne n'est l'éducateur de quiconque, personne ne s'éduque lui-même, seuls les humains s'éduquent ensemble, par l'intermédiaire du monde. »

PAULO FREIRE, *PÉDAGOGIE DES OPPRIMÉS*, 1968

Nos métiers sont le fruit d'une histoire ancienne, celle de l'éducation du peuple par le peuple. Nous tentons de sauvegarder **les principes de cette éducation populaire** dans nos relations avec les jeunes et avec nos partenaires institutionnels.

Ainsi, nous favorisons **l'horizontalité dans nos relations** avec les jeunes. Nous faisons attention à ne pas être descendant·es, à apprendre les uns des autres.

Nous favorisons **l'expérimentation**, en étant ouvert·es d'esprit, parfois plus que l'entourage ou que le reste de la société.

Nous favorisons **le travail sur le long terme**, en espérant que ce qui a été partagé ensemble un jour pourra servir plus tard.

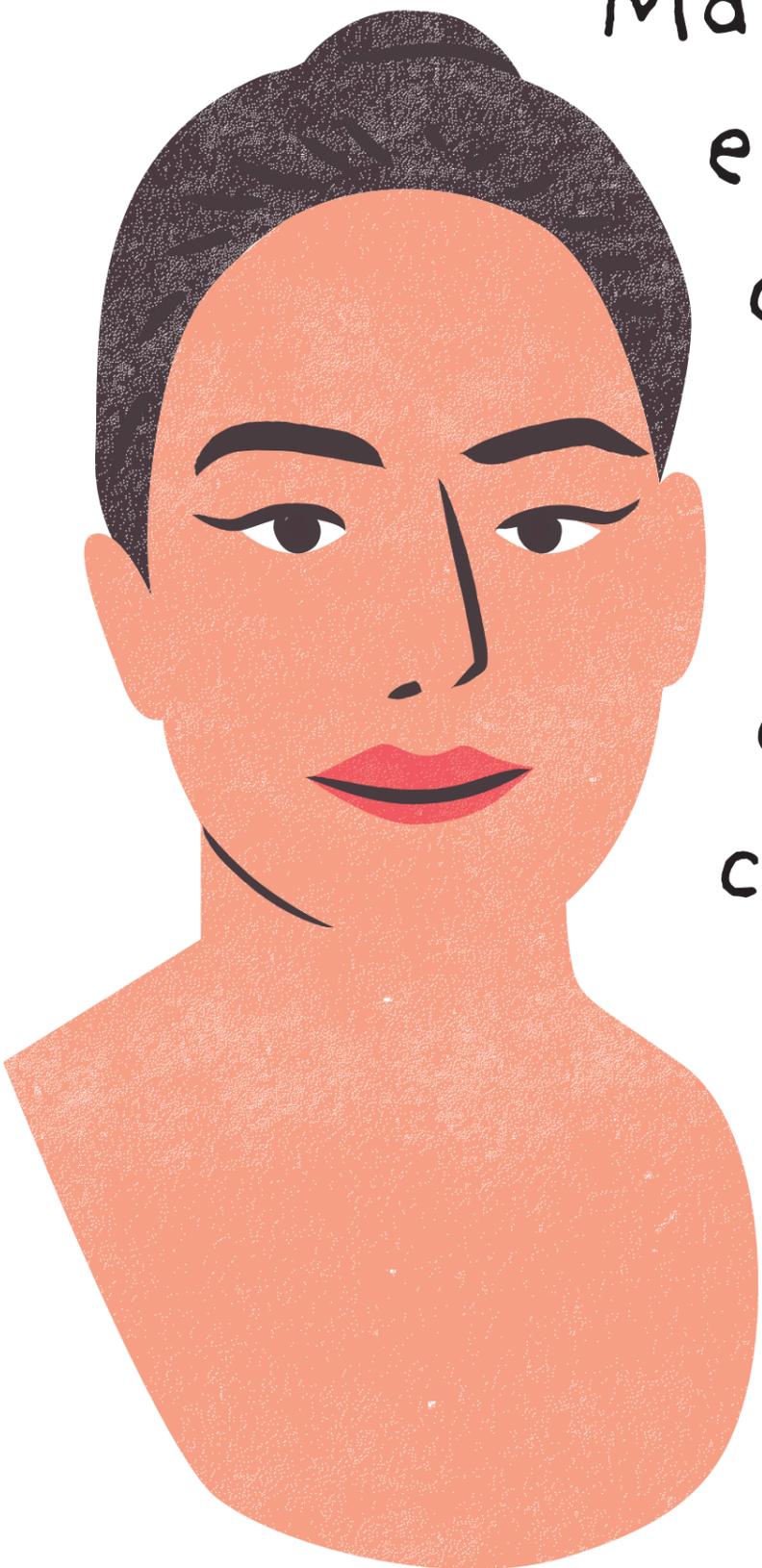
Nous favorisons **la transmission entre pair·es**, lorsque les jeunes ont envie de mettre la main à la pâte pour en aider d'autres. Nous cherchons **l'accessibilité**, l'expression de tous et toutes par une approche ludique.

Enfin, nous favorisons **l'émancipation** et **la découverte** de là d'où on vient, de là où on vit et de son pouvoir d'agir.

« Les maisons
de quartier
m'ont énormément aidée
et m'ont permis de
faire plein de choses
que je n'aurais
jamais pu vivre.

Ma mère est
en fauteuil roulant,
c'est donc
vraiment utile
pour les personnes
dans le besoin
comme nous. »

Lynda, 18 ans



**« Ce que nous,
accompagnateur·rices,
disons aux jeunes ?
Vous n'êtes pas fainéant·es.
Le système n'est pas
parfait et vous imparfait·es.
Vous avez le droit d'être
en colère et de ne pas être
d'accord. Vous pouvez dire ici
ce que vous avez à dire.
Il n'y a pas de projets idiots.
Vous avez le droit de changer
le système. Vous n'avez pas
à vous conformer.
Autorisez-vous à rencontrer
d'autres jeunes.
Autorisez-vous à découvrir
de nouvelles choses.
N'ayez pas peur de déranger.
Nous sommes là. »**

nous
ne répondons pas
pleinement
à nos missions
et
nous perdons
le sens
de notre action

NOUS NE VOULONS PAS FABRIQUER DE « BONS » JEUNES

Nous sommes inquiets des violences institutionnelles que les jeunes rencontrent et dont ils nous parlent: violences policières, école inégalitaire, travail gratuit, ubérisation, manque de protection sociale...

Nous nous inquiétons aussi de participer à cette violence à travers les schémas individualistes ou méritocratiques de certains dispositifs. Nous remarquons d'ailleurs que les jeunes accompagné·es reproduisent ce schéma de domination en considérant les jeunes non accompagné·es comme des personnes peu motivées.

Ce n'est pas cela que nous voulons partager. Cela va à l'inverse de l'éducation populaire, tout comme les clichés clivants véhiculés dans les programmes : « jeunes des quartiers », « jeunes invisibles », « jeunes en errance », « jeunes engagés », « jeunes en insertion »...

« Nous craignons la montée de la colère des jeunes. Elles ne se retrouvent plus dans ce qui leur est proposé. Il y a ce monde qu'elles ne comprennent pas, qui ne les comprend pas et qui ne les écoute pas. »

Nous avons peur pour les jeunes, car leur parole n'est pas suffisamment prise en compte. Si on les consulte parfois, on les prend souvent de haut.

« Il faudrait les considérer d'abord comme des acteur·rices du territoire plutôt que comme "juste" des jeunes et leur permettre de participer à ce qui est mis en place pour elles et eux. »

Les discours et décisions politiques sont rarement tournés vers ces jeunes, plus souvent « contre elles ».

« Nous redoutons une perte de confiance envers les médias et la politique. Les jeunes se désengagent d'une actualité qui concerne pourtant leur avenir. »

Enfin, nous redoutons que la pression économique soit trop forte. Les jeunes ne s'autorisent plus à faire autre chose que répondre à l'injonction « trouve un travail d'abord et tu verras après ».

L'INJONCTION DE S'ENGAGER DEVIENT UNE HYPOCRISIE

« Si dans l'idéal le service civique vise à permettre un engagement citoyen [...] en pratique, ces belles paroles justifient une forme nouvelle de sous-emploi qui a surtout pour but d'occuper la jeunesse. »

SIMON COTTIN-MARX, SOCIOLOGUE
DU MONDE ASSOCIATIF

Pour les jeunes, diplômées ou non, s'engager en tant que bénévoles, stagiaires ou volontaires devient une façon de prouver qu'elles ne sont pas oisives, pas « coupables » et donc « embauchables ». Et ce, au sein même de nos structures.

Pour certain·es, c'est même un vrai substitut au chômage. Pourtant, le service civique, par exemple, ne devrait pas servir à entrer sur le marché du travail. Et son indemnité de quelques centaines d'euros n'assure aucune protection sociale.

« Le service civique devrait être cet outil, ce moment génial d'ouverture intellectuelle et de découverte du monde associatif. »

Il ne devrait pas non plus servir de variable d'ajustement pour nos associations, incapables d'embaucher pour remplir leurs missions. En acceptant cette dérive, nous institutionnalisons la précarité des jeunes.

Travailler au service des jeunes fait sens pour nous. Mais le sens ne suffit pas. Les conditions de travail sont dégradées et nous ne pouvons plus accepter cela comme une norme.

Les institutions et nous-mêmes avons fini par nous convaincre que contribuer au bien commun rendait acceptable une rémunération faible, l'usage excessif d'emplois à temps partiel, ou encore le travail en soirée et le week-end sans compensation de salaire.

Le développement massif des formes de travail atypiques tels que les contrats aidés, les stages, le volontariat, l'auto-entrepreneuriat... entraîne un fort turn-over dans nos équipes. D'emplois aidés en CDD vite remplacés, nous avons le sentiment d'être jetables, remplaçables à volonté et de ne pas pouvoir progresser dans nos carrières.

Cela met à mal la continuité de nos revenus, et nous empêche de satisfaire nos besoins premiers : sans CDI, pas question d'accéder à un logement ou de bénéficier pleinement de nos droits sociaux. Difficile alors d'exercer son métier sereinement et d'accompagner des personnes précaires, en étant nous-mêmes en situation délicate.

NOS MÉTIERS PRÉCAIRES PRÉCARISENT AUSSI LES JEUNESSES

Ce turn-over et cette non-valorisation de nos postes fragilisent nos missions et nos relations aux partenaires qui méconnaissent nos équipes et nos niveaux de formation ou d'expérience

«Il n'y a pas que le BAFA ou le BAFD pour pouvoir accompagner les jeunes. On peut avoir un bac+5 en sciences humaines, être éducateur spécialisé, travailleur social, avoir une licence professionnelle, etc.»

Cette précarité du monde associatif est le résultat direct des politiques publiques d'action sociale.

Nous prenons en charge une partie des missions de l'État, sans bénéficier

des financements pérennes dont disposait auparavant le service public.

«Le modèle de l'entreprise s'invite dans le social, on parle de "concurrence", on travaille à notre "survie" comme on défendrait notre place sur un "marché", on quantifie notre "impact", on rend des comptes en permanence.»

« Je voulais devenir journaliste, mais j'ai revu mes rêves à la baisse, ça fait chier, mais je n'ai pas le choix. Je me dis qu'il faut un travail fixe pour trouver une sécurité financière rapidement.»

Florent, 20 ans



« Mon message
pour tous
et toutes : apprenez
à écouter
votre intuition,
apprenez à aimer
et à être aimé. »

Aurore, 25 ans





nous avons
besoin
de confiance,
d'écoute,
et
de moyens

NOUS AVONS BESOIN DE PLUS DE MOMENTS COLLECTIFS ET DE COOPÉRATION ENTRE PROS

Nous, salarié·es des structures jeunesse, ne nous connaissons pas suffisamment. Cela rejaillit sur la qualité et la cohérence territoriale de l'accompagnement.

« J'ai peur de passer à côté d'une occasion, de rater le début d'une formation qu'un jeune aurait pu entamer, de louper un dispositif qui aurait été super. Je crains de ne pas proposer le meilleur de ce qui existe sur le territoire. »

Nous avons besoin de nous rencontrer, de discuter et de créer des liens de confiance avec les personnes qui travaillent dans les structures.

« J'apprécie vraiment de ne pas avoir à me présenter et à exposer toute l'action de ma structure lorsque j'appelle une asso du réseau. Si on se connaît, tout est plus fluide et on se concentre sur le parcours du ou de la jeune. »

Or, il n'existe pas de moments communs pour que nous, professionnel·les des structures d'accompagnement, puissions nous rencontrer sans nos partenaires financiers, qui nous installent de fait dans une posture politique.

Il manque des lieux ou des temps pour travailler ensemble et favoriser l'informel et l'interconnaissance.

NOUS AVONS BESOIN DE FINANCEMENTS DURABLES, STABLES ET SOUPLES

Les pratiques associatives sont prisonnières du financement par appel à projets, qui ne permet pas de voir à long terme. Cette logique nous pousse à chercher sans cesse de nouvelles idées « finançables » au lieu de passer du temps à mener à bien nos missions.

« On aimerait baser davantage les relations partenariales sur la confiance, et moins sur la paperasse. »

Les temporalités de ces financements favorisent les emplois précaires ou l'emploi de stagiaires et de volontaires pour des petites missions. La longueur des procédures peut même nous mettre en difficulté.

« Le temps des financements ne correspond plus à notre réalité. On a parfois des réponses à des appels à projets une semaine avant l'action, qui a donc déjà été préparée. »

Ces modes de financement stricts imposent des dépenses ciblées qui ne facilitent ni le fonctionnement de nos associations ni nos missions avec les jeunes, et ne permettent pas la pérennisation de nos emplois ou la revalorisation de nos salaires.

Par ailleurs, ils mettent nos structures en compétition, chacune défendant ses propres objectifs, ce qui nous éloigne d'une logique souhaitable de coopération.

Isolé·es et préoccupé·es par la sauvegarde de nos organismes, nous rivalisons d'idées pour plaire aux financeurs, et nous privilégions l'autocensure individuelle à l'appel à l'aide collectif.

Sans financements sereins, nos structures développent des modèles économiques complémentaires, qui les détournent de leur objet premier.

« Nous vendons des prestations, des formations qui s'enchaînent et n'avons parfois plus le temps de mener la mission de base : l'accompagnement des jeunes dans leurs projets ! »

Nos fiches de poste, de plus en plus déconnectées de nos cœurs de métiers sont surchargées.

« Alors qu'on peut être un très bon accompagnateur mais pas un très bon gestionnaire ! »

Le risque de surmenage et d'abandon des professionnel·les est de plus en plus grand. Finalement, ce sont les jeunes, mal accompagnées, qui font les frais de ce cercle vicieux.

« D'une précarité économique, nous passons à une précarité intellectuelle et à une perte de sens. Nous n'avons plus de temps pour diagnostiquer les besoins, penser les actions et leur cohérence, et défendre les valeurs qui y sont rattachées. »

NOUS AVONS BESOIN DE SIMPLICITÉ ET DE BON SENS DANS NOS RELATIONS AVEC LES JEUNES

Dans les collectivités ou les grandes structures d'accompagnement, l'accueil des jeunes se fait dans un cadre très bureaucratique.

« Avant, c'était libre. Les échanges pouvaient se passer de façon informelle, dans un couloir... Ça a disparu. Maintenant, il faut un rendez-vous pour qu'un jeune vienne faire la moindre photocopie. »

La spontanéité de l'accueil et de l'échange avec les jeunes disparaît aussi à mesure que nos organismes se surspécialisent : éducateur à vocation psy, à vocation sociale, médiation à vocation culturelle...

« Nous n'accueillons plus l'autre de façon globale :

"Ah non, pour ce sujet, va voir Machin." Ces spécialisations, ça fait de nos personnes des dispositifs, ça nous empêche d'être avec l'autre simplement. »

L'entrée par thématique de projet (culturel, international, social...), encouragée par les dispositifs, peut aussi empêcher la personne accompagnée de s'exprimer dans la globalité de ses envies ou besoins.

Nous travaillons à ce que les projets rentrent dans les cases au lieu d'élargir ces cases !

NOUS AVONS BESOIN DE RETROUVER DE L'HORIZONTALITÉ ET DE L'ÉCOUTE

«C'est comme s'il y avait les gens qui ont le droit de penser et les gens qui ont le droit d'appliquer.»

Tout comme les citoyen·es avec lesquelles nous travaillons, nous aimerions retrouver le temps de la mise en débat, des espaces de discussion et de mise en action, pour repenser notre cadre de vie et l'améliorer ensemble : jeunes, accompagnateur·rices et partenaires.

«Les gens du quotidien, c'est nous, c'est elles et eux. Il n'y a pas des "administrateurs" et des "usagers". Il faut s'efforcer d'oublier l'asymétrie qui s'est installée dans les mots "public" ou "bénéficiaire".»

Nous avons conscience que la critique ne suffit pas et qu'il faut proposer des idées. Or, pour cela, il nous faut des moments pour y penser et une prise en considération de ces idées par celles et ceux qui proposent des programmes.

«Nous travaillons sur le pouvoir d'agir des habitant·es, sans être sûr·es et libres de notre propre pouvoir d'agir dans nos structures.»

Nous craignons parfois de n'être que les applicateur·rices des politiques publiques décidées plus haut. Nous pensons pourtant qu'écouter notre retour d'expérience de technicien·nes du terrain, compléterait bien la vision politique et théorique d'ensemble.

«On se sent davantage écouté·es et pris·es en considération à l'échelle d'un quartier ou de l'université. On nous consulte pour mettre en place des choses avant qu'elles n'existent, on nous demande notre avis. C'est très appréciable.»

De la même façon, il nous paraît désormais primordial d'associer les jeunes à toutes ces réflexions. Car s'il est une question qui nous occupe au quotidien, c'est bien de savoir comment VRAIMENT coconstruire avec les jeunes ce qui est pensé pour elles.

« Tout l'engagement
des jeunes
et leurs capacités sont
mis en sourdine.
Quand tu es jeune,
tu n'as pas
ton mot à dire,
les jeunes,
on s'en sert
quand
on veut. »

Constance, 23 ans





« Je veux vous parler

d'un sentiment qui grandit chez celles et ceux qui "font du social", mais qui peinent à s'exprimer face au vacarme des machines du développement social.

Les grands plans, les grands projets de territoire se succèdent dans une course infinie. De grosses plateformes naissent au nom d'une optimisation qui semble être l'unique solution pour accompagner "avec efficacité".

Or, les jeunesses que nous accompagnons sont complexes à appréhender. Pour les rencontrer véritablement, il nous est nécessaire de nous engager intensément, dans un cadre professionnel certes, mais avec sensibilité et sincérité.

Nous vivons, nous travaillons quotidiennement avec ces personnes. Nous connaissons leurs visages, leurs prénoms, leurs familles, mais aussi leurs envies et leurs souffrances. Rarement en quête d'une réponse technique uniformisée,

ces jeunes nous attendent dans notre capacité à les regarder,

à croire en elles et en eux, dans notre façon d'être chargé·es d'affects, dans notre façon d'être humain·e.

Je veux vous parler

de cette douloureuse impression que cette humanité qui nous porte et qui structurait nos métiers ne paraît plus être une donnée essentielle.

Pourtant, c'est sans doute cela "faire du social" : la capacité à incarner cette figure affective qui considère chacun·e et prend le temps d'essayer de comprendre où il en est, où elle en est.

Cette capacité à incarner cette "main tendue" pour que celles et ceux coincé·es dans des marges puissent intégrer la société à leur manière.

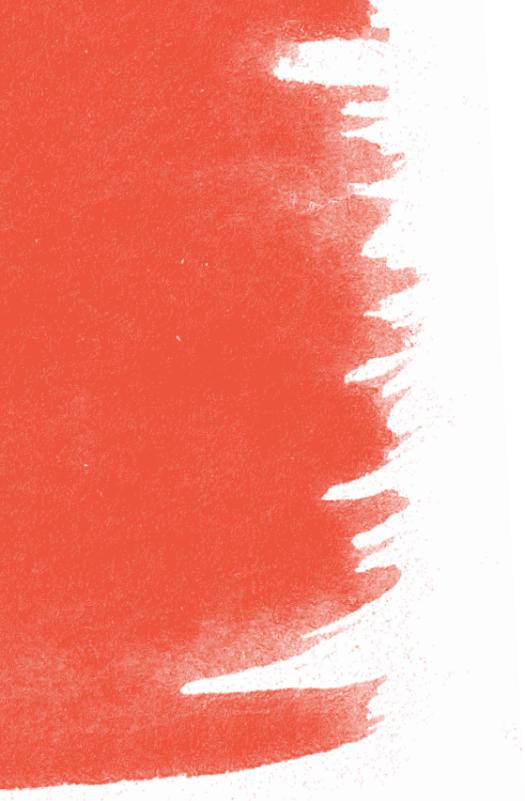
Les humains ont encore besoin des humains,

assurément plus que de dispositifs.

Pourtant, à l'heure de la modernité et de la productivité sociale, cette précieuse idée de la "rencontre" paraît désuète.

Et si nous la sauvions avant qu'elle ne s'éteigne au rythme de notre épuisement? »

LETTRE
D'UN ACCOMPAGNATEUR
FATIGUÉ



et
nous portons
des idées
concrètes
pour l'avenir



1

RENFORCER NOTRE MISE EN RÉSEAU

Un nouveau réseau d'interconnaissance est né entre quelques personnes motrices œuvrant dans la métropole nantaise. Il est important pour nous de le consolider et de le diffuser à l'échelle des structures et des territoires. Mais, sans moyens financiers permettant d'y consacrer le temps nécessaire, l'animation de ce réseau risque de s'épuiser malgré la motivation et le besoin.

Nous imaginons un·e animateur·ice ou un groupe d'animateur·rices rémunéré·es pour cette action concrète, ce qui permettrait d'organiser des temps de rencontre pour l'ensemble des accompagnateur·rices. Par exemple, chaque année, nous pourrions nous retrouver pour partager des formations, des méthodologies d'animation, des bonnes pratiques, des temps d'analyse de nos actions...

Il ne s'agit pas de créer une fédération ou un événement, mais de simplifier l'interconnaissance grâce à des rencontres utiles, à taille humaine.

Ces espaces-temps permettraient aussi de nous améliorer grâce à l'intelligence collective et de sortir les professionnel·les de l'isolement.

« Je rencontrais des problèmes dans l'aide psychique d'un jeune, j'en ai parlé lors d'une rencontre informelle entre nous, maintenant je sais qu'untel peut accompagner un jeune chez un psy, car c'est son boulot. »

Nous retrouver et apprendre à nous connaître pourra créer des ponts entre les structures, donc entre les jeunes et entre les villes. Cela améliorera la cohérence collective entre partenaires et professionnel·les, et facilitera ainsi le parcours des jeunes.

Ce réseau pourrait aussi animer des séjours collectifs d'étude ou des jumelages d'accompagnateur·rices afin de créer du lien entre pros, tout en s'inspirant de bonnes idées venues d'ailleurs.

2

ORGANISER DAVANTAGE D'ACCOMPAGNEMENTS COLLECTIFS

Nous souhaiterions travailler davantage ensemble. Pour cela, il faut faire évoluer les politiques publiques vers des dispositifs plus transversaux.

Des projets collectifs pourraient mélanger les actions culturelles, sociales, de loisir, d'insertion pro, etc. Ils seraient transdisciplinaires, donc moins individuels, moins mono structures ou mono sujets.

Pour nous, favoriser cette transversalité, c'est considérer que les besoins et les attentes des jeunes recoupent plusieurs thématiques (notamment la mobilité, l'insertion, le logement ou la citoyenneté), et que les solutions à ces problèmes sont souvent liées les unes aux autres et dépassent largement l'échelle du quartier.

« Mener un projet réservé à des jeunes d'un quartier prioritaire, c'est un cadre trop strict qui nous empêche, les jeunes, nous, et le territoire de profiter de la mixité des groupes. »

En décloisonnant ponctuellement, nous serions plus accessibles et ouverts aux jeunes, qui n'auraient pas à entrer dans les bonnes cases.

Pas question pour autant de créer une méga structure avec tous les services proposés au même endroit. Nous souhaitons garder les singularités de chaque organisation, mais pouvoir vivre et créer du commun, entre les jeunes et entre nos pratiques.

« Car ça n'aide pas toujours les jeunes de retrouver dans un même lieu tous les services : insertion, psy, culture, formation... Ils ou elles sont observé·es et contrôlé·es : un mauvais comportement à un endroit se "sait" à un autre, et favorise une perte de confiance vis-à-vis de l'institution. »

3

OUVRIR DAVANTAGE D'ESPACES D'EXPÉRIMENTATION

Les jeunes ont besoin de leurs propres espaces. Nous souhaitons expérimenter des lieux de rencontre et d'émancipation, où nous pourrions animer des permanences et des temps collectifs. Accessibles sans condition, ouverts, sécurisants, ils serviraient autant notre besoin de coopération que celui des jeunes.

Ces espaces mixtes pourraient même, dans chaque quartier, être tenus par les jeunes afin qu'elles et eux puissent se réunir, faire ensemble, jouer, rigoler, imaginer des espaces de débat et d'appropriation.

Ils ou elles pourraient venir spontanément sans que quiconque n'attende quoi que ce soit d'elles et eux. Sans injonction.

« On a été inspiré·es par un lieu ouvert dévolu à l'engagement environnemental, placé en plein milieu d'un centre commercial, lors du voyage collectif à Helsinki. »

Selon leurs emplacements, ces lieux pourraient permettre aux jeunes de sortir de leurs quartiers de vie, nous aider à travailler en plus grande proximité et à aller vers un public éloigné de nos accompagnements.

Les jeunes seraient plus facilement associé·es au développement de nouveaux projets qui les concernent, ce qui ne peut qu'améliorer la prise en compte de leurs besoins, si divers soient-ils.

« Au dernier mandat,
on voulait créer
un espace jeunes.
Le maire a parlé d'espace
intergénérationnel.
C'est bien, mais le problème,
c'est que ce sera plutôt
des très très vieux
avec des très très jeunes. [...]
C'est trop extrême. »

Romane, 15 ans



c'est quoi, ce document ?

Ce manifeste est le fruit d'une démarche collective mise en place entre 2017 et 2021 dans le cadre du Programme d'investissement d'avenir « Agir ensemble pour l'émancipation des jeunes », piloté par la Ville de Nantes en partenariat avec des villes de la métropole et des associations du territoire.

Participant à ce programme, L'Atelier des Initiatives, une association qui accompagne les jeunes dans leurs projets et leur curiosité culturelle, avait pour mission de penser une mise en réseau des professionnel·les jeunesse de l'agglomération, afin d'améliorer leur quotidien et de renforcer un travail multipartenarial.

Durant ces cinq ans, cette action a concerné celles et ceux qui accompagnent les jeunes métropolitain·es de 3 à 30 ans dans leurs projets, leurs idées et leurs besoins. La démarche a rassemblé 90 professionnel·les et 23 jeunes issus de 40 structures locales. Ces acteur·rices engagé·es ont pu participer à des temps proposés par

L'Atelier des initiatives : une formation collective à l'éducation populaire, des échanges de pratiques et des séjours collectifs à Bruxelles, Palerme et Helsinki. Ces moments ont permis de s'interroger en profondeur sur les notions d'engagement, sur la valorisation du parcours des jeunes, sur les possibilités « d'aller vers » elles et eux, et sur la nécessité de mieux coopérer entre professionnel·les.

Au cours de ce travail, les accompagnateur·rices ont pu s'affirmer, s'inspirer et monter en compétences, en découvrant une diversité de cultures de travail et de pratiques complémentaires. Au fur et à mesure des échanges, ils et elles ont dépassé collectivement leurs différences et leurs postures individuelles, pour se rassembler autour d'un « nous ».

Écrit et construit au nom de ce « nous », ce document souhaite incarner ce qui a été exprimé pendant ces cinq ans : un besoin fort de cohérence, de reconnaissance et de vision collective pour l'avenir.

APPEL À IDÉES! CECI EST UNE ESQUISSE, UN OUTIL DE DISCUSSION POUR LA SUITE. NOUS SOUHAITONS TRAVAILLER ET PORTER D'AUTRES IDÉES À PARTIR DES CONSTATS REGROUPÉS DANS CE DOCUMENT. VOUS AVEZ DES PISTES, DES RÉACTIONS, DES QUESTIONS? ÉCRIVEZ-NOUS LIBREMENT À MANIFESTE@ATELIERDESINITIATIVES.ORG

Un document impulsé par **L'Atelier des initiatives**, édité par **Les Autres Possibles**.

Conception éditoriale, accompagnement à la rédaction : **Jeanne La Prairie**
Conception graphique et illustration : **Camille Van Haecke**
Direction de la publication : **L'Atelier des initiatives**

L'Atelier des Initiatives remercie :

- Les professionnel·les pour leur engagement et leur investissement dans cette démarche.
- Léo-Lagrange pour les extraits du projet *Portraits de jeunes 2021*, qui donne la parole à des jeunes locaux sur les réseaux sociaux.
- La Ville de Nantes pour son soutien.

www.atelierdesinitiatives.org

